

**Conseil Départemental du Val-de-Marne**  
**Séance plénière du 24 juin 2019**  
**Compte administratif 2018**

**Intervention d'Olivier CAPITANIO**  
**Président du groupe « *Les Républicains – Val-de-Marne***  
***Autrement* »**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Président,  
Chers collègues,

La présentation du compte administratif est, comme toujours, un moment important qui permet à chacun de disposer d'une photographie exacte de la situation financière de notre collectivité.

Le compte administratif ne nous apprend rien qu'on ne sache déjà. En effet, il n'y a pas de surprise : il s'inscrit dans la droite ligne de celui de l'année dernière.

Comme l'an dernier, si certains indicateurs s'améliorent, il n'en demeure pas moins que la situation financière de notre Département repose sur **des équilibres toujours aussi fragiles qui ne tiennent que grâce à des facteurs conjoncturels dont on sait combien ils peuvent être fluctuants.**

**Certes, nous en convenons avec vous, l'Etat porte une responsabilité certaine dans la situation actuelle très dégradée des finances locales en général et des Départements en particulier.** Nous subissons de plein fouet les décisions des gouvernements successifs qui demandent aux collectivités des efforts drastiques de gestion, dont jusqu'à maintenant l'Etat s'est abstenu.

Nous n'allons pas revenir sur les chiffres des coupes budgétaires, nous l'avons déjà dit, les différentes associations d'élus également et tout le monde s'accorde sur ce sujet.

Pour notre département, la DGF baisse une nouvelle fois cette année pour s'établir à 144.50 M€. Entre 2013 et 2018, elle aura donc baissé de plus de 82 M€. C'est considérable.

Une fois que cette réalité a été rappelée, peut-on en en conscience aujourd'hui dire que les difficultés financières de notre collectivité relèvent des seules décisions de l'Etat ?

A nos yeux, évidemment, **NON. Ce sont bien vos choix et notamment la non maîtrise pendant des années des dépenses qui nous a conduit là où nous en sommes. Ce sont bien vos choix d'hier qui aujourd'hui hypothèquent l'avenir.**

**La vérité, et chacun le sait autour de cette table, c'est que le département vit à crédit, sur le dos des générations futures !**

La dette du département a littéralement explosé. Et le graphique qui nous est fourni en annexe de délibération sur le compte rendu de la gestion de la dette permet à lui seul de le comprendre.

Au 31 décembre 2018, notre dette continue sa trajectoire ascendante pour atteindre 945 M€, rien que pour le budget général. Si l'on ajoute la dette du budget annexe d'assainissement, l'encours total de la dette départementale dépasse donc désormais largement le milliard d'euros.

Et sachez-le, ce n'est pas pour nous qui avons tiré le signal d'alarme il y a plus de 5 ans un sujet de satisfaction. Il y a des paris qu'on aimerait perdre, tant la situation est préoccupante.

Pour se rassurer, certains nous disent dans la majorité qu'il s'agit d'une bonne dette, d'une dette saine. Mais qui peut croire à cet artifice politique ? La dette impacte de plus en plus lourdement notre budget et notre capacité d'action.

En 2017 notre dette n'a progressé, si j'ose dire, que de **11 M€ - soit la progression en volume la moins forte depuis 2010 -**

**elle a de nouveau accéléré en 2018 et progresse 4 fois plus vite pour s'établir à 44 M€ !**

Et cela, alors même qu'en 2018, votre majorité a fait le choix discutable d'augmenter les impôts, pour la deuxième fois depuis le début de la mandature. C'est la double peine pour les Val-de-Marnais qui doivent payer plus aujourd'hui pour équilibrer le budget et qui devront payer plus demain pour rembourser la dette.

Certes aujourd'hui, les taux d'intérêt sont bas et propices à l'emprunt, mais qu'en sera-t-il demain ? Sans compter que vous bénéficiez de recettes de DMTO en baisse cette année mais qui restent encore à un niveau élevé. Jusqu'à quand cela durera-t-il encore ? Et qu'advientra-t-il si le marché de l'immobilier venait à freiner ?

Corrélativement à l'explosion de la dette, nous devons également mécaniquement subir une augmentation exponentielle des coûts du remboursement de notre dette.

Le remboursement de la dette nous coûte de plus en plus cher chaque année et grève nos moyens chaque année un peu plus :

- 21,4 M€ en 2012, soit l'équivalent du coût de construction d'un collège neuf.
- 40.3 M€ en 2015, soit 2 collèges
- 61.1 M€ en 2019 selon vos projections, soit 3 collèges !

C'est considérable. Cela grève notre capacité d'investissement et cela prive les val-de-marnais de services ou d'équipements qui seraient les bienvenus.

Les dépenses d'investissement sont d'ailleurs en baisse cette année encore. Depuis le pic d'investissement réalisé en 2015 avec 424 M€, le montant annuel des dépenses d'investissement réalisées au CA est chaque année en net recul ! 420 M€ au CA2016, 380 M€ au CA 2017, 353 M€ au CA 2018.

Des dépenses d'investissement en baisse et une dette qui nous coute toujours plus, ce sont les Val-de-Marnais qui sont perdants dans l'affaire.

**S'agissant des dépenses de fonctionnement, elles sont enfin contenues !** Nous nous en réjouissons, comme nous nous réjouissons, Monsieur SALVOLDELLI, que le mot « économies » fasse désormais officiellement partie du vocabulaire de la majorité, ce qui à vos yeux était totalement inenvisageable il y a 4 ans à peine.

Quel dommage qu'il ait fallu attendre que l'Etat vous contraigne à agir ! Que de temps perdu surtout alors que les élus de l'opposition vous demandent une telle maîtrise depuis de nombreuses années.

Ce compte administratif est bien l'illustration qu'on peut faire des efforts de gestion, sans pour autant casser le service public, comme vous avez pu l'écrire dans votre propagande électorale d'une époque pas si lointaine !

Cependant, l'effort de réduction des dépenses de fonctionnement doit se poursuivre impérativement, le tout sans pénaliser les missions essentielles du Département, le quotidien et l'avenir des Val-de-Marnais. Et nous resterons particulièrement vigilants sur ce dernier point.

Vous connaissez notre position, nous l'avons suffisamment répétée. Une des pistes les plus évidentes pour réduire les dépenses de fonctionnement sans impacter la qualité du service public départemental c'est d'appliquer réellement les 35 heures de travail par semaine, cela représenterait une économie de 21 M€ par an (soit 7 points de fiscalité) ! **Vous devriez d'ores et déjà engager les discussions avec les représentants du personnel sur le sujet** car vous le savez comme nous cette mesure est de toute façon prévue dans le texte de la réforme sur la fonction publique en cours d'examen au Parlement. Prenez les devant pour réussir cette modification du temps de travail.

\*\*\*\*

Et pour conclure, Monsieur le Président, ce compte administratif illustre une nouvelle fois que les choix qui ont été faits par votre majorité depuis des années ont conduit notre Département à la situation financière dégradée et extrêmement fragile d'aujourd'hui. D'autant plus fragile qu'elle repose sur des éléments conjoncturels – taux d'intérêts bas, DMTO élevés. Toute inversion de ces tendances conduirait à une aggravation de nos difficultés.

Notre département vit à crédit. La dette a plus que doublé en 10 ans, et elle augmente toujours d'années en années. Effet boule de neige, le remboursement de la dette nous coûte toujours plus chère et grève notre capacité d'investissement.

Ajouté à cela un manque d'ambition pour s'attaquer réellement à la sur-administration du Département et ainsi libérer des marges de manœuvre supplémentaires pour assainir nos comptes.

Vous comprendrez donc que les élus du groupe ne peuvent que s'opposer à ce compte administratif 2018 que vous nous présentez aujourd'hui.

Je vous remercie.

**Olivier CAPITANIO**

*Président du groupe Les Républicains – Val-de-Marne*

*Autrement*